

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 09 juin 2022**  
(Convocation du 02 juin 2022)

Aujourd'hui, le 09 juin 2022 à 09h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	8
• Voix	8
<b>Présents</b>	
• Nombre	5
• Voix	5
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 14.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>		
Pour		
• Nombre	5	
• Voix	5	
Contre		
• Nombre	0	
• Voix	0	
Abstention		
• Nombre	0	
• Voix	0	

Etaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban

Etaient excusés et avaient donné procuration :Etaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Gérard Castet, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente



**OBJET : Conventions - Ressource en eau - Contrat pluriannuel 2013-18 pour la mobilisation de la réserve de Gréziolles - Avenant n°4 pour la campagne de soutien d'étiage 2022**

**Exposé des motifs :**

Le contrat pluriannuel 2013-2018 en vue du déstockage de la réserve de Gréziolles pour le soutien des étiages de l'Adour permet la mobilisation d'un volume maximal annuel dédié de 2,8 Mm<sup>3</sup>, et une indemnisation versée par l'Institution Adour d'un montant maximal de 202 000 €.

Un nouveau contrat pluriannuel devait être établi pour être effectif à compter de 2019. Or des négociations ont été engagées au niveau plus global du bassin Adour-Garonne pour faire évoluer le modèle majoritaire d'indemnisation basé sur la notion de « préjudice énergétique » vers la notion de partage des charges telle qu'elle était déjà appliquée dans le contrat de Gréziolles. Entamées en 2018, ces discussions ont abouti à l'été 2020 à la mise en place du « modèle rénové de partage des charges » : pour chaque complexe d'aménagement hydroélectrique, les coûts d'amortissement et de fonctionnement des ouvrages concourant à la gestion des eaux sont partagés au prorata du volume mobilisé.

Dans l'intervalle, deux premiers avenants ont été signés pour reconduire les modalités du contrat pluriannuel pour les campagnes de soutien d'étiage 2019 et 2020.

Appliqué au cas du complexe de Gréziolles, ce modèle rénové entraîne plus du doublement du montant de l'indemnisation, en raison de la présence de nombreux équipements qui concourent à la gestion d'un relativement faible volume de soutien d'étiage.

Ces éléments nous ont été présentés puis discutés au cours de deux réunions de travail réunissant les services de l'EPTB, EDF, agence de l'eau - délégation de Pau, et l'État (DDT65) organisées au 2ème semestre 2020.

Malgré l'obtention d'une réduction sur le nouveau montant initialement demandé, celui reste trop important et ne peut pas être imputé en totalité en terme de récupération des coûts car entraînant un doublement de la redevance « DIG Adour amont » pour un même volume dédié.

Une réunion politique s'est tenue le 22 décembre 2020 dans les locaux de l'Institution Adour en présence du directeur régional d'EDF et du président de l'EPTB, pour envisager un schéma de mutualisation à l'échelle du bassin Adour-Garonne des coûts de soutien d'étiage à partir de retenues hydroélectriques, afin de lisser les coûts résultant de l'application stricte du nouveau « modèle rénové de partage de charges ». Il est envisagé une réunion entre l'EPTB, EDF, le directeur de l'agence de l'eau, la DREAL de bassin et le préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne pour évoquer cette piste.

Il convient de proroger pour l'année 2022 selon les mêmes modalités, en tenant compte de l'inflation en 2021, soit 1,6%. Ainsi le montant total de l'indemnisation du soutien d'étiage pour le volume nominal sera de 217 400 €, dont 50% sont financés par l'Agence de l'eau Adour-Garonne, 20 % par EDF et 30 % par l'Institution Adour, part répercutée dans la redevance « DIG Adour amont ».

Considérant les négociations quant au renouvellement des accords de soutien d'étiage, le contrat de coopération 2013-2018 du 18 juin 2013 en vue de la mobilisation de la réserve EDF de Gréziolles pour le soutien d'étiage de l'Adour est de nouveau prorogé d'une année afin d'assurer la campagne 2022 de soutien d'étiage,

Considérant les demandes formulées par l'Institution Adour d'amendement des modalités opérationnelles et techniques pour accentuer les échanges d'information pendant la campagne pour un pilotage plus fin des lâchers avec ceux du Lac Bleu, évolutions effectives en 2021,

Considérant qu'en 2021, l'indemnisation du soutien d'étiage (article 6 de la convention du 18 juin 2013) a été modifiée pour prendre en compte une actualisation de 6 % des montants appliquée sur la période de référence 2013-2020, afin de tenir compte de l'inflation sur cette période, soit 214 000 € pour le volume nominal de 2,8 Mm<sup>3</sup>,

**LE BUREAU**



En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

## DECIDE

### Article 1

- d'approuver les termes de l'avenant n°4 au contrat pluriannuel 2013-2018 en vue du déstockage de la réserve de Gréziolles pour le soutien des étiages de l'Adour en 2022, à intervenir avec EDF, l'agence de l'eau Adour-Garonne, et l'État représenté par le préfet des Hautes-Pyrénées, tel qu'annexé,
- d'autoriser le président à le signer ainsi que l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision, les crédits nécessaires étant inscrits au budget.

### Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 09 juin 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



**AVENANT N°4 AU CONTRAT PLURIANNUEL 2013-2018  
EN VUE DU DESTOCKAGE DE LA RESERVE DE GREZIOLES POUR LE  
SOUTIEN DES ETIAGES DE L'ADOUR  
- ANNEE 2022-**

Entre les soussignés :

**L'INSTITUTION ADOUR**

Etablissement Public Territorial de Bassin,

Ayant son siège social au 38 rue Victor Hugo, 40025 Mont de Marsan cedex, et représenté par son Président

ci-après désigné « le bénéficiaire »,

**ÉLECTRICITE DE FRANCE**, Société Anonyme au capital social de 1 868 467 354 €, dont le siège social est situé au 22 – 30 avenue de Wagram à Paris (75008) France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 552 081 317, faisant élection de domicile 8 rue Claude Marie Perroud 31096 TOULOUSE cedex 01, et représenté par son Directeur d'EDF Hydro Sud-Ouest,

ci-après désigné « EDF »,

**L'ÉTAT,**

Représenté par le Préfet du Département des Hautes Pyrénées,

ci-après désigné par « l'État »,

**L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE,**

Etablissement Public Administratif,

Ayant son siège social à Toulouse (31078), 90 rue du Férétra et représenté par son Directeur,

ci-après désigné par « l'Agence de l'eau »,



## **Il est convenu ce qui suit :**

### **Article 1**

En attente des négociations quant au renouvellement des accords de soutien d'étiage, le contrat de coopération 2013-2018 du 18 juin 2013 en vue de la mobilisation de la réserve EDF de Gréziolles pour le soutien d'étiage de l'Adour est prorogé d'une année afin d'assurer la campagne 2022 de soutien d'étiage.

L'indemnisation du soutien d'étiage (Article 6 de la convention du 18 juin 2013) est modifiée de telle sorte :

$$C \text{ finale (k€)} = 217,4 - 38,82V \text{ non utilisé}$$

Volume consommé pour le soutien d'étiage en Mm <sup>3</sup>	0	0,8	1,3	1,8	2,3	2,8
V non utilisé en Mm <sup>3</sup>	2,8	2	1,5	1	0,5	0
C finale de l'EPTB en k€	108,7 <i>Coût mini</i>	139,8	159,2	178,6	198,0	217,4 <i>Coût maxi</i>

Cette indemnité intègre l'inflation 2021 de 1,6% (source INSEE).

### **Article 2**

Suite à l'évolution des taux d'aide pour le soutien d'étiage de l'Agence de l'Eau au XIème programme d'intervention, la répartition du financement de l'indemnisation décrite à l'article précédent est modifiée ainsi :

- Agence de l'Eau Adour Garonne : 50 %
- Institution Adour : 30 %
- EDF : 20 %

### **Article 3**

Les modalités de mise à disposition des volumes (Article 3.1 de la convention du 18 juin 2013) sont complétées de la façon suivante :

#### **« 3.1 Modalités de mise à disposition »**

La semaine envisagée pour le début des lâchers sera convenue entre EDF et le bénéficiaire au plus tard deux semaines avant. Pour une mise en œuvre des lâchers au plus tôt, soit le 15 juillet, le préavis sera donc transmis à EDF le 1<sup>er</sup> juillet.

Les débits sollicités pourront être de 0,5 m<sup>3</sup>/s, 0,75 m<sup>3</sup>/s, 1 m<sup>3</sup>/s, 1,25 m<sup>3</sup>/s et 1,5 m<sup>3</sup>/s.

### **Article 4**

Les modalités d'exécution des lâchers (Article 3.2 de la convention du 18 juin 2013) et les échanges d'informations (Article 3.3 de la convention du 18 juin 2013) sont remplacées par :

#### **« 3.2 Modalités opérationnelles et échanges d'information pendant la campagne »**

##### **Prévisions de turbinés**

Le lundi et le vendredi, EDF transmettra par mail au bénéficiaire, sous couvert de la confidentialité, une tendance des débits turbinés énergétiques prévisionnels des 4 jours à venir.

Il est important de noter que ces informations ne sont pas garanties et n'engagent en aucun cas EDF sur les programmes industriels effectifs. Elles peuvent être modifiées en temps réel par EDF.



### Informations mutuelles sur les manœuvres des aménagements

Le bénéficiaire transmet par mail les informations concernant les manœuvres de vannes depuis le Lac Bleu qui pourraient avoir des incidences sur la gestion des aménagements d'EDF et en particulier l'information sur les consignes de déstockages depuis le Lac Bleu.

En cas de manœuvres programmées\* sur les aménagements d'EDF qui pourraient avoir des incidences sur la gestion du soutien d'étiage ( $\Delta Q > 250$  l/s et durée  $> 6$ h), EDF transmettra ces informations au bénéficiaire.

De même, EDF s'engage à communiquer au bénéficiaire tout incident technique qui l'empêcherait de délivrer le débit de soutien d'étiage.

A titre expérimental en 2022, le bénéficiaire pourra ponctuellement contacter l'astreinte du GU de Campan pour échanger des informations sur la gestion des débits en rivière.

Le bénéficiaire s'engage à garder ses informations confidentielles et ne les utiliser que pour le pilotage fin du soutien d'étiage.

*\*cas notamment des manœuvres de prises d'eau et à l'exclusion de tout programme énergétique.*

### Ordre de soutien d'étiage

Le bénéficiaire peut transmettre un ordre de soutien d'étiage tous les jours en privilégiant les jours ouvrés, et au maximum 4 fois par semaine, avant 11 h. En cas de besoin de manœuvre un samedi, dimanche ou jour férié, le bénéficiaire s'efforce d'émettre un ordre les jours ouvrés précédents pour une application différée les jours suivants, ou de contacter les interlocuteurs EDF pour vérification de la faisabilité technique le jour J.

Cet ordre est envoyé par mail à EDF CPO-Hydro avec copie GU, GEH, CREEX et Direction Concessions (annuaire transmis avant la campagne). Il est confirmé par un appel téléphonique à CPO Hydro et par un SMS à l'astreinte du GU de Campan.

Cet ordre mentionne la consigne de débit moyen journalier à délivrer et l'heure de mise en œuvre souhaitée.

Afin d'éviter toute source d'erreur, un envoi systématique est émis le jeudi, même s'il n'y a pas de directive de déstockage.

Dans la mesure du possible, l'ordre est mis en œuvre par EDF à l'heure souhaitée par le bénéficiaire. Si la mise en œuvre à l'heure souhaitée est impossible, EDF s'engage à mettre l'ordre à exécution au plus tôt et au plus tard à 17h, et à confirmer l'heure de mise en œuvre par mail au bénéficiaire.

### Ordre d'arrêt immédiat

Au maximum 4 fois au cours de la campagne, le bénéficiaire a la possibilité d'adresser une consigne d'arrêt immédiat des lâchers.

Elle est adressée par mail à CPO Hydro copie GU, GEH, CREEX et Direction Concessions (annuaire transmis avant la campagne). Elle est confirmée par téléphone à CPO Hydro et par SMS à l'astreinte du GU de Campan.

Les arrêts immédiats sont conditionnés aux contraintes suivantes :

- Ordre d'arrêt donné avant 11h → arrêt effectif au plus tôt, et à 14h au plus tard
- Ordre d'arrêt donné entre 11h et 14h → arrêt effectif au plus tôt, et à 17h au plus tard
- Ordre d'arrêt donné après 14h → arrêt effectif au plus tôt, et à minuit au plus tard



Fait à....., le ..... 2022

**Pour l'État,**

**Pour l'Institution Adour,**

Le préfet des Hautes Pyrénées  
**Rodrigue FURCY**

Le président,  
**Paul CARRERE**

**Pour Électricité de France,**

**Pour l'Agence de l'eau Adour-Garonne,**

Le directeur de d'EDF Hydro Sud Ouest,  
**Franck DARTHOU**

Le directeur général,  
**Guillaume CHOISY**

projet